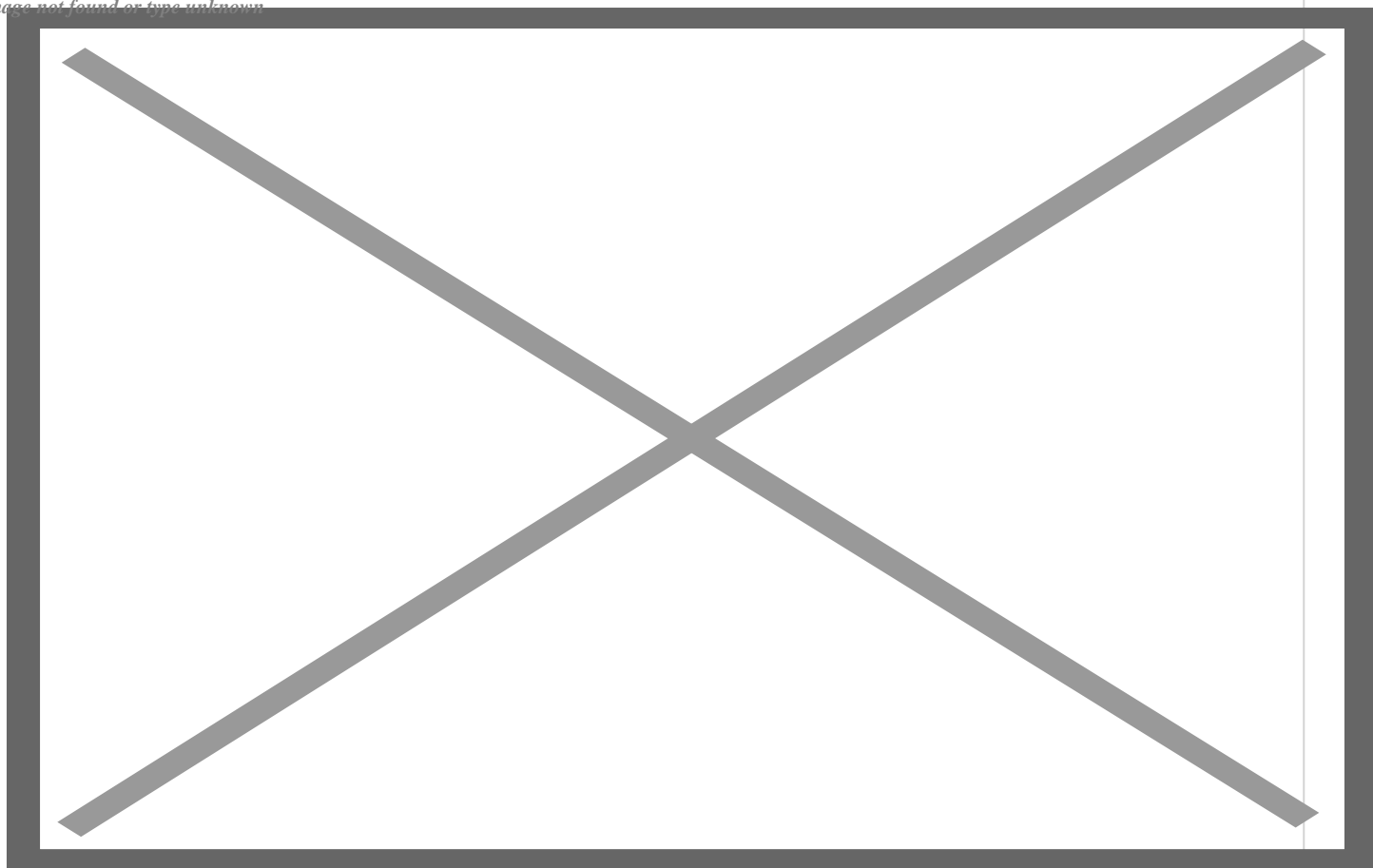


Les bases militaires étrangères reviendront-elles en Équateur ?

Image not found or type unknown



Noboa

Par María Josefina Arce

Une proposition de réforme partielle de la Constitution formulée ces derniers jours par Daniel Noboa a fait sonner les alarmes en Équateur. Avec ces changements, le président cherche à réactiver les bases militaires dans le pays et donc la présence de troupes étrangères, une atteinte à la souveraineté.

Le prétexte utilisé est une escalade du trafic de drogue et du crime organisé sur le territoire équatorien, ce qui rappelle ce qu'on appelait Plan Colombie, qui, sous le couvert de lutter contre le trafic de drogue dans ce pays, n' a fait qu'accentuer l'ingérence politique, économique et militaire des États-Unis en

Amérique latine.

Cela a également conduit, soulignent les analystes, à une aggravation du paramilitarisme, des déplacements, des disparitions forcées et de la pauvreté.

En fait, un récent rapport du Lawfare Observatory, cité par les médias numériques, indique que la véritable intention de la réinstallation d'une base militaire américaine dans ce pays d'Amérique du Sud n'est pas de contrôler le trafic de drogue, ni de contribuer à créer des conditions de sécurité, mais plutôt à voir avec des questions géopolitiques.

Le président entend désormais réformer l'article 5 de la Magna Carta, qui empêche l'installation de ces enclaves, comme celle occupée par les États-Unis depuis une décennie à Manta, province de Manabí.

Les organisations sociales dénonçaient à l'époque que la présence des troupes américaines entraînait des naufrages de bateaux, des détentions et des disparitions de pêcheurs, des viols et des abus contre des femmes, alors qu'elle n'apportait aucun bénéfice économique aux populations voisines.

L'interdiction des bases militaires est inscrite dans la Constitution issue de l'Assemblée constituante de 2008, sous le gouvernement de Rafael Correa et approuvée par plus de 60 % des Équatoriens lors d'un plébiscite en septembre de la même année.

Bien que pour beaucoup l'annonce de Noboa ait des objectifs électoraux pour les élections générales de février de l'année prochaine, elle a suscité, il faut le dire, de nombreuses critiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire équatorien.

L'ALBA-TCP, Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique-Traité des Peuples, a souligné que la proposition du président équatorien représente une menace pour la paix et la stabilité de la région, déclarée Zone de Paix en 2014 à La Havane lors du Deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Cette mesure, affirme le bloc intégrationniste, pourrait faciliter l'ingérence étrangère sous l'apparence trompeuse de coopération en matière de sécurité.

Bien que le projet Noboa ait encore un long chemin à parcourir, il a suscité le rejet d'une grande partie de la société, qui le considère comme une atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de l'Équateur.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/366519-les-bases-militaires-etrangeres-reviendront-elles-en-equateur>



Radio Habana Cuba